

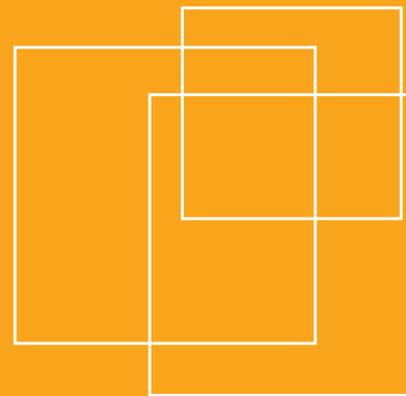


2^{ème} Colloque africain sur le travail décent 2010

“Construire un socle de protection sociale
avec le Pacte mondial pour l’emploi”

06 - 08 Octobre 2010

*Palais des Congrès,
Yaoundé - Cameroun*



*Note d'information A - Panel 1: Perspective d'une relance du marché
de l'emploi: croissance, emploi et
développement*

Contexte

Au milieu de l'année 2008, lorsque la crise financière mondiale a éclaté, on pouvait penser qu'elle ne toucherait pas l'Afrique aussi durement que les autres continents, cette région enregistrant le plus faible niveau d'intégration du monde. Elle fut cependant frappée de plein fouet, l'onde de choc de la crise financière s'étant propagée sur l'économie réelle des pays de l'OCDE, provoquant notamment, pour les économies africaines, le ralentissement des échanges commerciaux, la chute des prix des matières premières, le resserrement du crédit, la baisse des envois de fonds de travailleurs à l'étranger, la contraction de l'aide et le fléchissement des investissements étrangers suivis d'une dépréciation du taux de change et de l'augmentation des taux d'intérêt sur les marchés de capitaux.

De 2000 à 2008, le taux de croissance du PIB de l'Afrique a atteint 5,7% par an, soit pratiquement le double de ce qu'il était au cours de la période 1990-2000, à savoir 3,2% par an (le taux de croissance du PIB de l'Afrique subsaharienne est passé à 6,1% par an au cours des années 2000, contre 2,5% dans les années 90. Le PIB de l'Afrique du Nord a aussi augmenté pour se situer à 5% au cours des années 2000 contre 4,1% dans les années 90) (OIT, 2010).

Par contre, le taux de croissance économique est passé de 5,2 pourcent en 2008 à 1,6 pourcent en 2009. Le revenu par habitant a baissé d'environ 1 pourcent en 2009—la toute première contraction de cette importance en Afrique depuis dix ans (Banque mondiale, 2010). Les pays à revenu intermédiaire de la région, qui sont plus intégrés dans les marchés mondiaux, ont été les plus durement atteints, leur taux de croissance ayant chuté d'environ 4,5 points de pourcentage en 2009. Les exportateurs de minerais et de produits agricoles ont été particulièrement touchés, à cause du ralentissement de la demande (et dans certains cas du resserrement du crédit et de la baisse des flux de capitaux à long terme) avec des répercussions sur la production, l'investissement, l'emploi, et les recettes fiscales. Dans ce contexte de crise économique mondiale, la réaction des décideurs africains a contribué à en atténuer l'impact, et à créer des conditions permettant au continent de tirer profit d'une reprise au niveau mondial. Dans l'ensemble, les pays africains ont vu leurs déficits budgétaires s'aggraver d'environ 3 pourcent du PIB en 2009, les pays ayant eu recours à des politiques budgétaires pour contrecarrer les effets du ralentissement de l'activité économique.

En Afrique, les taux de croissance pour 2009 varient considérablement d'une région à l'autre et d'un pays à l'autre. L'Afrique de l'Est a enregistré le taux de croissance le plus élevé, soit 3,9 pour cent, suivie de l'Afrique du Nord (3,5 pour cent), de l'Afrique de l'Ouest (2,4 pour cent) et de l'Afrique Centrale (0,9 pour cent), l'Afrique australe ayant pour sa part enregistré un taux de croissance négatif (-1,6 pour cent). Des 53 pays que compte l'Afrique, seuls 7 ont enregistré un taux de croissance d'au moins 5 pour cent en 2009, alors que celui de 29 autres était à moins de 3 pour cent. A titre de comparaison, en 2008, le taux de croissance avait été d'au moins 5 pour cent dans 25 pays et de moins de 3 pour cent dans 16 pays (CEA, 2010). Suite à ce grave ralentissement, selon les projections, la production augmentera d'environ 4,2 pourcent en 2010 et de 4,9 en 2011 (Banque mondiale, 2010). Un volume des exportations plus important et un rebond des cours des produits de base après les baisses du premier trimestre de 2009 ont gonflé le revenu national et les recettes budgétaires en Afrique, mais le taux de croissance demeure en deçà des 6 pourcent enregistrés avant la crise.

La récente crise économique ne devrait pas occulter le fait que l'expansion soutenue enregistrée en Afrique jusqu'en 2008 n'a pas abouti à une augmentation significative

du travail décent, ni à la réduction de la pauvreté. Le diagnostic de base est que cette croissance certes vigoureuse avant la crise, n'était cependant pas durable et d'un niveau suffisant pour permettre l'atteinte des OMD. Elle ne s'était pas traduite par des améliorations notables du marché de l'emploi. Le chômage généralisé, l'emploi vulnérable et la pauvreté des travailleurs demeurent des caractéristiques des marchés de l'emploi en Afrique. La composante en emplois de la croissance a été très faible parce que les activités qui ont tiré cette croissance sont menées dans le cadre des industries et des enclaves extractives à forte intensité de capitaux. Plus grave encore, l'Afrique ne s'est pas suffisamment industrialisée et son économie n'est pas assez diversifiée. Bien au contraire, l'accroissement de la part de l'industrie dans le PIB résulte essentiellement de l'activité minière. Le secteur manufacturier est en déclin depuis des décennies: il représentait 14% du PIB en 1990 et seulement 9,3% en 2008 (OIT, 2010). Donc en fait, l'Afrique s'est désindustrialisée.

La crise économique mondiale a aggravé les déficits d'emplois et de travail décent en Afrique. L'Afrique du Nord a été la plus touchée en termes de chômage déclaré, le taux de chômage s'étant hissé au-dessus de 10 pour cent en 2009. En Afrique subsaharienne, la forte augmentation de l'emploi informel et d'autres formes d'emploi vulnérable constitue le principal problème qui se pose dans le secteur de l'emploi. Cependant, la population africaine a augmenté de 2,3 pour cent entre 2008 et 2009 pour atteindre un milliard de personnes environ. Soixante-dix pour cent de la population a tout au plus 30 ans, ce qui fait de l'Afrique l'un des continents les plus jeunes du monde (CEA, 2010). Cette population constitue un véritable défi pour l'Afrique en termes de création d'emplois, mais aussi en tant que vaste réservoir de ressources humaines qu'elle peut mettre à profit pour accélérer sa croissance économique.

Objectifs du groupe de travail

La session examinera les répercussions de la crise économique mondiale sur l'emploi en Afrique et mettra l'accent sur l'importance de politiques macroéconomiques et structurelles favorables à l'emploi pour atteindre les OMD et concrétiser l'agenda du travail décent. La session va spécifiquement :

- Réfléchir à la formulation d'une nouvelle vision stratégique de relance et de développement fondée sur une croissance riche en emplois.
- Débattre de la forme que pourraient revêtir des politiques macroéconomiques et structurelles favorables à l'emploi en Afrique.

Messages clés

Pour l'OIT, la réduction de la pauvreté et l'atteinte de l'OMD 1 passent par la création de d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité en Afrique. Les conséquences de la crise financière mondiale rendent cette nécessité plus impérieuse encore.

Les politiques ne peuvent pas en elles-mêmes opérer des miracles, mais elles sont importantes et peuvent faire une grande différence. Ce qui semble indispensable, c'est d'abord une nouvelle vision stratégique. Les trains de mesures du passé avaient de bons éléments, par exemple la stabilité macroéconomique, mais ils comportaient également plusieurs erreurs et des éléments clés n'y figuraient pas. L'Afrique a besoin d'une vision stratégique nouvelle et plus équilibrée, ainsi que d'un cadre approprié pour la relance et le développement. Il ne s'agit pas simplement de « remettre sur les rails » la stratégie de croissance d'avant-

crise. Au contraire, l'heure est venue de repenser les politiques antérieures, en ce moment où les vieilles certitudes s'effondrent partout et où même dans les pays développés, les paradigmes économiques font l'objet d'un examen approfondi.

L'élément manquant des politiques antérieures c'est un lien opérationnel approprié entre la croissance, l'emploi, la protection sociale et la réduction de la pauvreté. Plusieurs générations de politiques macroéconomiques orthodoxes et de réformes structurelles n'ont eu qu'un succès limité en matière de création de conditions favorables à une croissance rapide et durable en Afrique où créer des emplois, et surtout créer des emplois de forte productivité et bien rémunérés s'est avéré encore plus difficile. Dans les pays africains dont la population en âge de travailler augmente rapidement, atteindre des taux de croissance de l'emploi qui offrent des opportunités aux nouveaux venus sur le marché du travail, aux sans emploi et à ceux qui quittent le secteur agricole pour s'établir dans les zones urbaines est une véritable gageure.

Pour l'OIT, la politique de l'emploi doit être formulée dans l'optique d'une croissance inclusive et riche en emplois. Pour ce faire, il convient de mettre l'accent sur:

- (a) Les entreprises viables en tant que principales génératrices d'emplois;
- (b) L'intégration de l'emploi dans les politiques générales par la fixation d'objectifs en matière d'emploi et la mise en place de bons systèmes d'évaluation;
- (c) L'investissement dans des systèmes d'éducation et d'acquisition de compétences efficaces en tant que moteurs de croissance, et la traduction de cette croissance en emplois plus nombreux et de meilleure qualité et en réduction de la pauvreté
- (d) L'augmentation de la demande globale grâce à l'intégration régionale et mondiale et aux exportations, mais aussi par l'augmentation du revenu intérieur et des salaires;
- (e) L'extension la couverture sociale en faveur des travailleurs par la construction d'un socle de protection sociale. Une protection sociale minimale pour tous n'est pas simplement une bonne politique sociale, c'est aussi un investissement qui entraîne une augmentation de la productivité grâce à une main-d'œuvre plus productive, et un accroissement des revenus qui stimule la demande globale et constitue de ce fait un avantage pour les marchés intérieurs, autant d'éléments qui créent un cercle vertueux entre les revenus, la demande globale, l'expansion des marchés et la création d'emplois.

L'OIT est fermement convaincue du bien-fondé d'une mise en œuvre de toutes ces mesures sous-tendue par des institutions publiques et des politiques nationales fortes, et par des institutions du dialogue social dignes de ce nom.

Le deuxième élément manquant dans les politiques antérieures c'est une politique claire en matière de production. Certaines politiques spécifiques visant à augmenter le taux de croissance du PIB, de l'emploi et de la productivité sont entre autres:

- (a) La diversification de la production et des exportations, assortie de l'établissement d'un meilleur équilibre entre les activités d'extractions à forte intensité de capitaux et l'industrie manufacturière qui l'est moins, dans le but de stimuler la croissance du secteur de l'emploi.

- (b) Un meilleur équilibre entre les exportations et les marchés intérieurs, pour mieux protéger l'économie nationale des chocs exogènes et promouvoir une croissance durable.
- (c) Un accroissement des taux d'épargne et d'investissement intérieurs, notamment dans les économies non basées sur les ressources, et la réduction de la dépendance vis-à-vis des flux fluctuants provenant de l'IED et de l'aide publique au développement.
- (d) Une révolution verte dans le secteur agricole pour renforcer la sécurité alimentaire relativement aux céréales et maintenir bas les prix des biens de consommation courante
- (e) Le ciblage des pauvres et des travailleurs pauvres par le biais de transferts, inconditionnels s'ils sont abordables et conditionnels dans le cas contraire – par exemple dans le cadre régimes de garantie de l'emploi
- (f) Le passage des emplois qui sont relativement à faible productivité à des emplois mieux rémunérés indispensable à la réduction de la pauvreté en Afrique.
- (g) la nécessité d'augmenter le taux de croissance du secteur de l'emploi et celui de la productivité, avec pour corollaire l'augmentation indispensable du taux de croissance du PIB pour le hisser au-dessus des 5% réalisés au cours de la décennie et qui constituent déjà un très bon résultat.

Enfin, un message clé a trait au financement. Les pays africains devraient exiger des bailleurs de fonds qu'ils tiennent leurs engagements d'accroître l'aide. Mais il est importe également que les pays africains réduisent leur trop grande dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure. La mobilisation des ressources intérieures par l'amélioration du ratio impôt/PIB dans les pays où la charge fiscale est faible est indispensable. L'Afrique devrait aussi tirer profit du changement paradigmatique qui s'opère au niveau du FMI qui reconnaît désormais l'importance cruciale de politiques contracycliques dans les pays en développement et semble vouloir rendre l'application des conditionnalités moins inquisitoriale, devenir plus sensible à la nécessité de protéger les dépenses sociales, et adopter une approche plus souple en matière de dette. Les principaux progrès réalisés en Afrique dans le domaine de la gouvernance économique au cours de la dernière décennie ont abouti à une réduction substantielle de la fréquence et de la gravité des ralentissements de l'activité économique sur le continent. Ce nouvel environnement constitue une plateforme solide et offre une marge de manœuvre plus grande pour la mise en œuvre de nouveaux modèles de croissance qui établissent plus efficacement le lien entre la croissance, l'emploi et la protection sociale.

Questions possibles/clés pour susciter le débat:

- Quels sont les principaux obstacles à une croissance riche en emplois en Afrique?
- Comment peut-on établir des liens plus étroits entre l'investissement, la croissance et la productivité d'une part, et entre l'emploi, le marché du travail et les politiques sociales d'autre part, dans le cadre d'un verdissement progressif de l'économie.

- Comment peut-on promouvoir un niveau élevé d'industrialisation? Les accords bilatéraux de libre échange peuvent-ils permettre d'atteindre cet objectif?
- Comment peut-on faciliter la transition vers l'emploi formel et le travail décent pour la masse de travailleurs de l'économie informelle dans les pays africains?
- Comment peut-on accroître la productivité dans le secteur agricole, en tenant compte non seulement des grandes exploitations à vocation commerciale, mais aussi des petits paysans?